

auxquelles nous appartenons, soit les Nations Unies et ses principales institutions, l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), le Commonwealth ainsi que la francophonie.

Ce n'est pas le moment d'aborder les conflits en opposant l'intérêt national au bien international si ce n'est pour remarquer qu'on doit toujours chercher à sauvegarder en fin de compte le bien commun de toute l'humanité. Mais le Canada a moins de raisons que tout autre pays de suspecter que des conflits puissent éclater entre ses objectifs nationaux et ceux de la communauté internationale. En fait, notre politique étrangère est marquée au sceau de l'internationalisme depuis que nous sommes devenus un Etat complètement indépendant lors de la Seconde Guerre mondiale et bien avant que notre économie soit devenue tellement tributaire du reste du monde. Je pense que la plupart de nos concitoyens considèrent l'internationalisme comme une de nos principales valeurs nationales.

L'étude de la politique étrangère de 1970 divisait les valeurs canadiennes appliquées à la politique étrangère en six catégories que l'on pourrait traiter comme les grandes options. Les événements des années .70 ont exigé qu'on revoie bon nombre de nos grandes lignes d'action politique et qu'on les réoriente à l'intérieur de ce cadre global. Toutefois, j'estime que ces grandes options restent valables dans le cadre général de nos aspirations.

A mon avis, ces thèmes - stimuler la croissance économique, protéger la souveraineté et l'indépendance, oeuvrer pour la paix et la sécurité, promouvoir la justice sociale, améliorer la qualité de la vie, assurer l'harmonie nationale - continuent de refléter les aspirations des Canadiens et traduisent une continuité dans les objectifs de la politique étrangère du Canada. La stratégie qu'il convient d'adopter maintenant pour réaliser ces objectifs diffère de celle des années 70. La priorité relative des objectifs subira sans doute quelques changements, mais les objectifs eux-mêmes demeureront inchangés.

Dans quelle sorte de monde vivions-nous au début des années 70 lorsque cet examen a eu lieu? C'était dans un monde différent, un monde qui, en toute franchise, recelait davantage d'espoir. A l'époque, nous avions davantage confiance dans nos économies. Nous croyions que par des transferts d'argent et de technologie, nous pourrions surmonter un certain nombre de problèmes d'ordre planétaire et accélérer le progrès des pays en voie de développement. Il nous paraissait facile d'élargir le champ des programmes sociaux tant chez nous qu'à l'étranger, d'aider simultanément les classe démunies de nos propres sociétés